

Travail et Revenus pour les Jeunes Hommes et Femmes en Afrique : Potentiel d'Emploi des Secteurs et Sous-Secteurs Spécifiques dans les Économies Africaines : Une Synthèse

Rolph van der Hoeven

Documents de travail GSYE-006

*Apporter de la rigueur et des éléments de preuve à
l'élaboration des politiques économiques en Afrique*

AFRICAN ECONOMIC RESEARCH CONSORTIUM
CONSORTIUM POUR LA RECHERCHE ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE

Travail et Revenus pour les Jeunes Hommes et Femmes En Afrique : Potentiel d'Emploi des Secteurs et Sous-Secteurs Spécifiques dans les Économies Africaines : Une Synthèse

Par

Rolph van der Hoeven

*Institut international des études sociales (ISS) de l'Université
Erasmus (EUR)*

et

*Commission des Nations unies pour la politique de
développement (UNCDP)*

CREA Document de Travail GSYE-006

Consortium pour la Recherche Economique en Afrique, Nairobi

janvier 2023

CETTE ÉTUDE DE RECHERCHE a été rendue possible grâce à une subvention du Consortium pour la Recherche Economique en Afrique. Toutefois, les conclusions, opinions et recommandations sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les points de vue du Consortium, de ses membres individuels ou du Secrétariat du CREA.

Publié par : Le Consortium pour la Recherche Economique en Afrique
B.P. 62882 - City Square
Nairobi 00200, Kenya

© 2023, Consortium pour la Recherche Economique en Afrique.

Table des matières

Liste des tableaux

Liste des figures

Liste des abréviations et acronymes

Résumé

Remerciements

1.	Introduction	1
2.	Un bref aperçu de l'emploi et de l'emploi des jeunes en Afrique subsaharienne	2
3.	Une synthèse des documents cadres de te Velde et Mendez-Parra	4
4.	Quelle est l'importance de l'industrialisation pour les pays africains ?	11
5.	Les politiques d'emploi des jeunes dans le contexte des évolutions et des défis mondiaux	17
6.	Conclusions et considérations politiques	19
	Remarques	22
	Références	23

Liste des tableaux

1.	Hétérogénéité de l'impact attendu sur l'emploi (des jeunes) dans les différents secteurs	6
2.	Typologies des actions publiques utilisées pour promouvoir la croissance du secteur et la transformation économique	8
3.	Questions d'économie politique pour développer les secteurs ciblés : Résumé	10

Liste des figures

1. Parts et évolution de l'emploi sectoriel pour les jeunes et les adultes en Afrique, 2006 et 2016 5
2. La part de l'industrie manufacturière dans le PIB diminue en moyenne sur quatre décennies 14
3. Part du revenu national des 10 premiers %, régions en développement. 21

Liste des abréviations et acronymes

BPO	Externalisation des processus commerciaux
COVID-19	Pandémie du COVID-19
EPRs	Ratios emploi/population
FDI	Investissement direct étranger
GGDC	Centre de croissance et de développement de Groningue
GVCs	Chaînes de valeur mondiales
IFFS	Système fiscal et financier international
OIT	Organisation internationale du travail
PFR	Pays à faible revenu
LMICs	Pays à revenu moyen inférieur
NEET	Non scolarisé, non employé ou non formé
R&D	Recherche et développement
SSA	Afrique sub-saharienne
SBR	Relations entre l'État et les entreprises
SEZs	Zones économiques spéciales
TFP	Productivité totale des facteurs

Résumé

Cette étude fait la synthèse de deux documents cadres pour les Secteurs de croissance pour l'emploi des jeunes : An AERC-ODI-ERF-INCLUDE Projet de recherche collaborative, qui soulignent tous deux la nécessité d'une approche sectorielle bien conçue dans le cadre de la transformation structurelle de l'Afrique afin de générer un plein emploi productif, en particulier pour les jeunes. Si un secteur industriel n'est pas nécessairement à forte intensité de main-d'œuvre, la demande intersectorielle, ou la création de valeur ajoutée dans ce secteur, peut stimuler la croissance dans un autre secteur à plus forte intensité de main-d'œuvre, ce qui entraîne une augmentation de l'emploi total. Les liens intersectoriels sont donc importants pour suivre les effets globaux sur l'emploi de tout secteur en expansion. Une question importante est de savoir si les tendances mondiales actuelles peuvent remettre en question le fait qu'en Afrique, une dépendance exclusive vis-à-vis des secteurs industriels reste une voie de transformation structurelle qui a été suivie principalement par les premiers pays en développement. Les tendances mondiales présentant de nouvelles opportunités pour l'Afrique sont identifiées et trois ensembles d'industries pertinentes pour la transformation structurelle et la création d'emplois en Afrique sont examinés. En présence d'incitations appropriées, l'investissement étranger direct et l'investissement intérieur peuvent créer des entreprises modernes qui créent des emplois pour les jeunes, mais, en raison de la croissance encore élevée de la population active en Afrique, "l'informel sera normal" pendant un certain temps un programme pour l'emploi des jeunes doit également se pencher sur les questions de productivité dans ce secteur, tant dans les exploitations agricoles que dans les zones urbaines.

Remerciements

Je souhaite exprimer ma profonde gratitude au Consortium pour la recherche économique en Afrique (CREA) pour tout le soutien qui a permis d'entreprendre cette recherche et je suis reconnaissant au Secrétariat INCLUDE pour son soutien technique et financier, ainsi qu'au Forum de recherche économique (ERF) et à Institut de développement d'outre-mer (ODI) pour leur soutien intellectuel. Je voudrais également remercier les personnes ressources qui ont guidé l'ensemble du processus par des commentaires et des suggestions approfondis qui ont façonné cette étude du début à la fin. Les conclusions et les opinions exprimées dans ce document sont exclusivement les miennes. Elles ne représentent pas nécessairement les vues du CREA ou de toute autre organisation liée à ce projet. L'auteur est donc seul responsable du contenu et des erreurs de ce document.

1. Introduction

Ce document fait la synthèse des documents cadres de te Velde (2021) et de Mendez-Parra (n.d.) préparés en 2021 pour les secteurs de croissance pour l'emploi des jeunes : An AERC-ODI-ERF-INCLUDE Collaborative Research Project. Alors que le document de te Velde présente un large éventail de relations causales possibles entre le développement sectoriel et l'emploi (des jeunes), le document de Mendez-Para se concentre uniquement sur la façon dont les liens intersectoriels peuvent être saisis par le biais d'un cadre intrants-extrants, un sujet également traité dans le document de te Velde. Par conséquent, cette synthèse donne, après cette section d'introduction, dans la section 2, une brève vue d'ensemble de l'emploi et de l'emploi des jeunes en Afrique et poursuit, dans la section 3, le principal élément de réflexion du document-cadre de te Velde, et inclut également l'essentiel du document-cadre de Mendez-Parra.

L'une des conclusions de ces deux documents cadres est que, pour que l'emploi productif (des jeunes) augmente, une transformation structurelle est indispensable en Afrique. La transformation structurelle dans les pays en développement antérieurs était menée par l'industrialisation, mais certains analystes, en raison des tendances mondiales actuelles, émettent des doutes à ce sujet. C'est pourquoi la section 4 de ce document passe en revue les recherches récentes sur l'importance de l'industrialisation pour la création d'emplois et de revenus dans les pays africains et sur les alternatives possibles pour créer des emplois productifs. La section 5 examine ensuite comment ces réponses éventuelles aux tendances mondiales actuelles qui affectent l'Afrique peuvent également donner un coup de pouce à l'emploi des jeunes. Enfin, la section 6 présente les conclusions et discute de certaines considérations politiques.

2. Un bref aperçu de l'emploi et de l'emploi des jeunes en Afrique subsaharienne¹

De 2000 à 2019, l'emploi en Afrique a augmenté à un taux annuel compris entre 2,5 % et 3 % (Organisation internationale du travail [OIT], 2020). En outre, les ratios emploi/population (REP) de l'Afrique sont élevés par rapport au niveau mondial, et caractérisés par d'énormes disparités entre les hommes et les femmes, le REP des hommes en 2019 étant supérieur de plus de 17,3 points de pourcentage à celui des femmes. Cette situation est principalement due au fait qu'un plus grand nombre de personnes acceptent un emploi, y compris un emploi informel, car elles ne peuvent tout simplement pas se permettre de ne pas travailler.

Avec seulement une légère baisse de la part de l'emploi, l'agriculture reste le secteur qui emploie le plus de personnes en Afrique, avec 50,5 % de tous les emplois en 2020, contre 53,5 % en 2011. Le secteur de l'industrie reste très loin derrière la part d'emploi du secteur des services, bien qu'il ait augmenté à 36,1 % en 2019, contre 34 % en 2011. En outre, les personnes employées dans le secteur agricole en Afrique sont majoritairement des femmes (54 % en 2019, contre 34 % en 2011).

Il existe une grande disparité dans l'emploi sectoriel en Afrique dans son ensemble. L'agriculture est le principal secteur d'emploi en Afrique orientale, en Afrique centrale et en Afrique occidentale. En revanche, en Afrique australe, l'emploi est concentré dans le secteur des services et plus faible dans le secteur agricole. La part de l'emploi dans l'industrie est la plus élevée en Afrique du Nord. La part de l'emploi informel et de ses composantes dans l'emploi total varie de 40,2% en Afrique australe à plus de 90% en Afrique centrale, orientale et occidentale. Les sous-régions où l'emploi informel est le plus élevé ont également enregistré un taux d'emploi agricole plus élevé.

Une dimension genre est également mise en évidence par l'OIT (2020), avec près de 80% de l'emploi total des femmes dans l'économie informelle, contre seulement 68% pour les hommes. En outre, il existe un gradient d'éducation au sein de l'emploi, les moins éduqués étant plus susceptibles d'être employés de manière informelle. Près de 34 millions de personnes étaient au chômage en Afrique en 2019. Par ailleurs, le taux de chômage des femmes (7,5%) était plus élevé que celui des hommes (6,3%). Cela était également vrai au niveau sous-régional : en Afrique de l'Ouest, par exemple, le taux de chômage des femmes était de 6,6 %, contre 5,6 % pour les hommes.

L'OIT (2020) souligne que l'Afrique est un continent jeune, les jeunes représentant plus d'un tiers (34,2%) de la population, et que c'est la seule région du monde aujourd'hui dont la population active est en pleine expansion. La pauvreté des jeunes

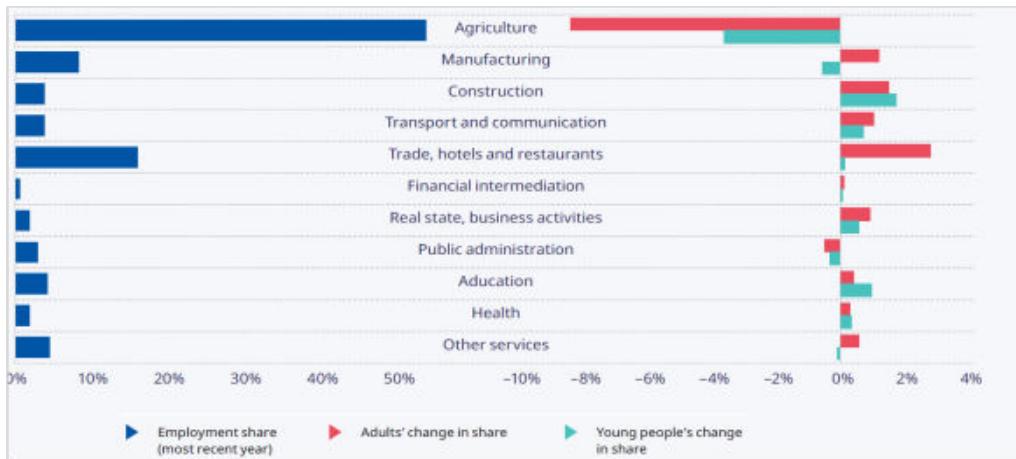
au travail diminue, mais pas aussi rapidement que dans d'autres régions. En 2019, 63 % des jeunes travailleurs vivaient dans la pauvreté en Afrique, contre 51 % des adultes. Le taux de chômage des jeunes était le plus élevé en Afrique australe, à 50,3 % en 2019. L'Afrique de l'Est avait le taux de chômage des jeunes le plus bas, à 6,2% en 2019. Les taux de personnes ne suivant pas d'études, d'emploi ou de formation (c'est-à-dire les NEET) chez les jeunes en Afrique sont plus élevés que les taux de chômage. En 2019, sur les marchés du travail, en particulier pour les jeunes, le taux NEET était de 21,5 %. Cela indique qu'un jeune Africain sur cinq n'a peut-être pas d'emploi et n'est pas inscrit à un programme d'éducation ou de formation.

3. Une synthèse des documents cadres de te Velde et Mendez-Parra

Un préalable majeur et valable de te Velde (2021) et de Mendez-Parra (n.d.) est que la stimulation de la demande de main-d'œuvre dans un secteur particulier est fortement corrélée à la stimulation de l'emploi des jeunes dans ce secteur. Un autre élément est que les liens intersectoriels sont importants pour suivre les effets globaux sur l'emploi d'un secteur en expansion : alors qu'un certain secteur en lui-même peut ne pas être à forte intensité de main-d'œuvre, la demande intersectorielle, ou la création de valeur ajoutée dans ce secteur, peut stimuler la croissance d'un autre secteur à plus forte intensité de main-d'œuvre, entraînant une augmentation plus que proportionnelle de l'emploi total. D'où l'intérêt de tous les pays africains pour la transformation structurelle³ et des modèles de croissance virtuelle, où, grâce à de bonnes politiques économiques et sociales, l'augmentation de la productivité dans les secteurs en expansion entraîne une hausse des investissements privés et publics, la création d'emplois et l'augmentation des revenus des ménages.³ Un troisième élément est que, dans un avenir prévisible, il n'y aura pas de pénurie de main-d'œuvre en Afrique, mais qu'il pourrait y avoir une pénurie de certains types de main-d'œuvre.

Pour te Velde (2021), l'identification des secteurs prometteurs pour la création d'emplois est une étape cruciale pour créer des opportunités d'emploi pour les jeunes hommes et femmes en Afrique, car de nombreux entrants sur le marché du travail en Afrique sont jeunes et le niveau d'éducation n'est pas le seul ou le plus évident des déterminants de l'emploi. Te Velde (2021) convient avec Fox et Filmer (2014) et Fox et al. (2020) que le chômage des jeunes est essentiellement une crise des emplois manquants. L'OIT (2020) souligne que la crise de l'emploi des jeunes en Afrique n'est pas un simple défi du côté de l'offre ou de l'éducation et des compétences. Te Velde (2021) souligne donc qu'il est important de prendre en compte les secteurs dans lesquels la croissance peut créer des opportunités d'emploi, se référant également à l'OIT (2020) qui soutient que « l'emploi des jeunes peut être promu en se concentrant sur les secteurs et les entreprises les plus à même de créer des emplois salariés productifs ». L'un des défis est que la population des jeunes en Afrique a augmenté de 22,4% au cours de la période 2005-2015, mais que les emplois non agricoles n'ont augmenté que de 5,6% (OIT, 2020), ce qui signifie qu'il est important de se concentrer sur la création de plus d'opportunités dans les secteurs non agricoles (Figure 1). Une autre préoccupation est que l'emploi des jeunes est lié de manière disproportionnée à l'informalité, puisque 95 % des jeunes travailleurs africains ont un emploi informel.

Figure 1 : Parts et évolution de l'emploi sectoriel pour les jeunes et les adultes en Afrique, 2006 et 2016



Source : OIT (2020), indiqué dans te Velde (2021)

Te Velde (2021) propose donc un cadre en 4 étapes pour identifier et créer des opportunités de création d'emplois pour les jeunes hommes et femmes.

- Identifier les secteurs et activités prometteurs ayant un fort potentiel de croissance et d'emploi (des jeunes).
- Identifier les contraintes économiques et politiques au développement des secteurs clés.
- Identifier les politiques générales favorables et ciblées pour l'emploi des jeunes.
- Comprendre l'économie politique autour des actions immédiates.

L'essentiel de ses propositions est synthétisé dans les sous-sections suivantes

Identifier les secteurs et activités prometteurs à fort potentiel de croissance et d'emploi (des jeunes).

Une série d'analyses peut orienter les décisions politiques quant aux secteurs qui ont le plus grand potentiel de création d'emplois, y compris pour les jeunes. Une croissance accrue des secteurs entraînera une augmentation de la demande d'emplois, y compris pour les jeunes, directement et indirectement, toutes choses égales par ailleurs. L'augmentation de la compétitivité d'un secteur contribuera à long terme à son développement, même si les changements de productivité du travail à court terme peuvent entraîner une baisse de la demande de main-d'œuvre. Pour savoir si un secteur est compétitif au niveau mondial, te Velde suggère d'utiliser

l'indice de diversification des exportations du FMI et les mesures de la qualité des exportations, que les décideurs peuvent utiliser pour explorer la diversification. Une participation accrue aux chaînes de valeur mondiales peut entraîner des gains de productivité. Les données sectorielles peuvent être utilisées pour donner une bonne idée du degré d'orientation vers l'exportation du secteur cible par rapport à d'autres secteurs ou au même secteur dans les pays de comparaison et du degré de participation du pays dans les chaînes de valeur mondiales (CVM), où des niveaux plus élevés de participation dans les deux paramètres ont tendance à entraîner des niveaux plus élevés de productivité et de croissance.

L'utilisation de mesures analytiques basées sur la production peut également aider à comprendre les secteurs prometteurs et compétitifs pertinents pour la création d'emplois et à orienter les décisions politiques, y compris les données sectorielles sur la valeur ajoutée et l'emploi utilisant des sources de données nationales et des bases de données sectorielles comparables au niveau international avec des dimensions de genre. Il pourrait également être utile d'analyser les niveaux et les tendances de la productivité du travail par secteur, ce qui peut mettre en évidence les écarts de productivité entre les secteurs d'un pays et examiner dans quelle mesure l'évolution de la productivité est due à des changements structurels entre les secteurs ou à l'innovation au sein des secteurs (McMillan & Rodrik, 2011).

Un autre outil politique important consiste à utiliser les multiplicateurs d'emploi/ de valeur ajoutée de différents secteurs à l'aide de modèles intrants-extrants pour comprendre comment les changements de secteur peuvent avoir une incidence sur la production et l'emploi (et d'autres facteurs de production) dans d'autres secteurs. La croissance d'un secteur peut ne pas être à forte intensité d'emploi, mais si ce secteur a des liens en amont avec d'autres secteurs ou est approvisionné par d'autres secteurs à forte intensité d'emploi, y compris là où les jeunes travaillent, cela devrait informer une politique sectorielle appropriée. Le développement d'un secteur qui n'est pas à forte intensité d'emploi peut néanmoins constituer une stratégie efficace de création d'emplois, en fonction des liens de production entre les secteurs.⁴ En analysant les matrices de comptabilité sociale (qui comprennent des tableaux intrants-extrants) au Kenya et en Éthiopie, Mendez-Parra (n.d.) affirme que l'analyse des liens et des effets sur l'emploi à l'aide de multiplicateurs permet d'identifier les secteurs et les produits ayant un fort potentiel de production et de création d'emplois. Les politiques qui peuvent aider à générer une demande exogène supplémentaire, par exemple par le biais des exportations, sont efficaces pour la création d'emplois dans les secteurs ayant des multiplicateurs élevés à la fois en termes de production et d'emploi. Les activités de promotion des exportations, le développement de la production et l'obtention d'un accès supplémentaire aux marchés d'autres pays dans ces secteurs exerceraient une forte influence sur l'économie, l'emploi et les revenus. Les produits agricoles (sucre, autres racines, fruits et noix, et autres céréales) présentent de forts effets sur la production et l'emploi. Certains secteurs de services, en particulier ceux qui peuvent être associés au tourisme, comme l'hôtellerie et la restauration, ont des effets élevés sur l'emploi, bien que leur capacité à générer une production dans le reste de l'économie soit encore plus limitée.

Pour te Velde (2021), l'utilisation de l'analyse intrants-extrants fait clairement ressortir comment les impacts sur l'emploi sont susceptibles de différer selon les secteurs (tableau 1). Il existe des différences entre, par exemple, l'industrie manufacturière, où les impacts directs sur l'emploi sont importants (par exemple, les vêtements) et les investissements dans les infrastructures ou les services financiers, qui ont des impacts induits/de second ordre plus importants sur l'emploi.

Tableau 1 : Hétérogénéité de l'impact attendu sur l'emploi (des jeunes) entre les secteurs

Secteur	Impact direct sur l'emploi	Impact indirect sur l'emploi	Impact sur l'emploi induit/de deuxième ordre
Industrie manufacturière	Très important	Potentiellement important	Moins important
Tourisme	Moyennement important	Très important	Moins important
Infrastructures (par exemple, énergie, routes), services financiers	Moins important	Temporaire	Très important
Agriculture	Très important	Moins important	Moins important

Source : Jouanjean et te Velde (2013), cités dans te Velde (2021).

L'analyse de la productivité au niveau de l'entreprise à l'aide d'enquêtes au niveau de l'entreprise dans un contexte comparatif peut informer sur les niveaux et les changements de productivité moyens d'un certain nombre d'entreprises de la même industrie dans différents pays (Saliola & Seker, 2011). L'analyse de la productivité totale des facteurs (PTF) au niveau de l'entreprise peut également être utilisée pour comprendre à quel point les entreprises sont éloignées de la frontière technologique mondiale. On peut également comparer la PTF moyenne du secteur avec la PTF au niveau national, ce qui nous aide à comprendre à quel point les entreprises d'un secteur sont éloignées de la frontière technologique nationale, ou par rapport à la PTF des États-Unis, pays actuellement à la frontière technologique (Dabla-Norris et al., 2015).

Identifier les contraintes économiques et politiques au développement des secteurs clés

De nombreux pays ont fait l'objet d'analyses autour des contraintes contraignantes à la transformation économique et à la création d'emplois. McMillan et al. (2017) distinguent les contraintes générales qui s'appliquent à tous les secteurs et les problèmes spécifiques qui entravent le développement des secteurs et des chaînes de valeur prometteuses. Les contraintes peuvent encore être distinguées entre les contraintes économiques, politiques et institutionnelles. Un consensus raisonnable

apparaît sur les contraintes générales, les compétences étant une contrainte importante mais pas la seule. McMillan et al. (2017) classent une série de politiques publiques qui peuvent être utilisées pour soutenir la croissance du secteur et la transformation économique, résumées dans le tableau 2.

Tableau 2 : Typologies des actions publiques utilisées pour promouvoir la croissance du secteur et la transformation économique

	Interventions favorables générales	Interventions ciblées
Actions publiques pour soutenir le changement structurel	<ul style="list-style-type: none"> • Réformes de l'environnement des entreprises et du climat d'investissement (par exemple, enregistrement, propriété foncière, fiscalité, contrats) • Développement du secteur financier • renforcement des relations entre l'État et les entreprises (SBR) 	<ul style="list-style-type: none"> • Les politiques de promotion des exportations • Protection du taux de change et des tarifs douaniers • Politiques industrielles sélectives • Politiques industrielles spatiales • banques nationales de développement
Actions publiques visant à soutenir la croissance de la productivité au sein du secteur	<ul style="list-style-type: none"> • La mise en place des éléments fondamentaux (par exemple, l'infrastructure, l'éducation) • Les investissements dans les connaissances de base de la production • Les bonnes pratiques de gestion en tant que biens publics • Innovations • promotion de la concurrence 	<ul style="list-style-type: none"> • Formation des cadres • Attirer l'IED • Diversification des exportations • Développement des CVM • accroître la productivité agricole

Source : te Velde (2021) sur la base de McMillan et al. (2017).

Identifier les politiques générales favorables et ciblées pour l'emploi des jeunes.

Il est important d'envisager la complémentarité entre les politiques. Rodrik (2013) appelle à des politiques complémentaires qui améliorent à la fois les " éléments fondamentaux " tels que l'éducation et les infrastructures, et les politiques qui ciblent la croissance dans les secteurs à forte productivité. En outre, Kilimani (2017) affirme qu'au-delà du capital humain et de l'environnement des affaires, un soutien accru aux secteurs à forte intensité de main-d'œuvre et aux travaux publics est nécessaire, avec des arguments forts en faveur d'une politique plus intégrée et cohérente dans l'éducation, les marchés du travail, les services financiers et les infrastructures pour relever le défi de l'emploi des jeunes.

Toutefois, une éducation plus intense n'est pas nécessairement la solution la plus immédiate ou la plus efficace pour créer des emplois. L'OIT (2020) affirme qu'il existe un excès de diplômés de l'enseignement supérieur dans plusieurs pays africains, ce qui a entraîné une baisse du rendement de l'enseignement supérieur au cours de la dernière décennie. D'autres données suggèrent que l'accès à des compétences de bonne qualité et pertinentes reste un problème majeur, en particulier pour les jeunes des zones rurales. Les apprentissages informels représentent plus de 90 % de la formation reçue par les jeunes dans certains pays africains. Des programmes actifs ciblés sur le marché du travail peuvent contribuer à améliorer les perspectives d'emploi des jeunes, surtout à court terme.

Comprendre l'économie politique autour des actions immédiates

Il est largement admis que les défis de l'économie politique, tant au niveau national que sectoriel, entravent l'efficacité de la politique industrielle. La discussion sur la matrice de l'action publique dans la sous-section précédente suggère que les politiques ciblées sont cruciales, mais qu'elles comportent également plus de risques et d'échecs que les politiques favorables générales. Il est possible de se tromper. La littérature aborde plusieurs conditions indispensables à une politique industrielle efficace et à la croissance du secteur. Les contributions de te Velde et al. (2015) comprennent : (i) des mécanismes qui permettent la transparence, assurent la probabilité de réciprocité, augmentent la crédibilité de l'État auprès des capitalistes et établissent des niveaux élevés de confiance entre les agents publics et privés ; (ii) des intérêts mutuels, des poches d'efficacité et l'apprentissage de la productivité ; (iii) l'enracinement, la discipline et la redevabilité ; et (iv) l'engagement, la concentration, l'expérimentation et le retour d'information. Il est également important de comprendre les récits politiques autour des jeunes au niveau national.... Balchin et al. (2019) discutent de quatre questions clés d'économie politique pour développer les secteurs ciblés, comme le résume le tableau 3 ; il s'agit de :

- Des relations d'économie politique qui favorisent la collaboration.
- Un engagement crédible du secteur public conduisant à une politique cohérente.
- La fourniture de biens publics appropriés.
- La mise en place de mesures de soutien à l'investissement par le biais d'approches de coordination et de résolution de problèmes.

**Tableau 3 : Questions d'économie politique pour développer les secteurs ciblés :
Résumé**

Question	Politiques	Exemples positifs	Exemples négatifs
Relations d'économie politique	Dispositions institutionnelles visant à encourager la collaboration (par exemple, relations entre l'État et les entreprises, dialogue social, etc.).	Des interactions de bonne qualité entre les acteurs autour des secteurs ciblés (compagnies aériennes éthiopiennes, automobiles sud-africaines, île Maurice).	Maïs malawien, riz tanzanien.
Engagements crédibles	Cohérence des politiques à long terme (vs renversements de politique), s'étendant au-delà des cycles électoraux à court terme.	Les politiques à long terme derrière les compagnies aériennes éthiopiennes et les automobiles sud-africaines.	Mise à mal de l'orientation politique sur les noix de cajou du Mozambique, le riz de Tanzanie et le riz du Malawi.
Biens publics appropriés	Soutien ciblé des biens publics (routes, transports et énergie) autour des secteurs d'intérêt	ZES éthiopiennes, parcs industriels en Afrique du Sud.	Le mauvais état des routes rurales et la faiblesse des services techniques aux agriculteurs ont eu un impact négatif sur le secteur du maïs au Malawi..
Facilitation des investissements	Rôle de coordination de l'État pour faciliter l'investissement dans les secteurs clés.	secteur éthiopien de l'habillement, soutien complémentaire de la politique commerciale pour les automobiles sud-africaines.	Retrait/absence de soutien au maïs au Malawi, aux noix de cajou au Mozambique.

Source : Tableau 7 dans te Velde (2021).

4. Quelle importance revêt encore l'industrialisation pour les pays africains

L'industrie manufacturière est-elle toujours le moteur du changement structurel ?

Diao et al. (2021) font remarquer que le COVID-19 a déstabilisé l'économie mondiale à bien des égards, créant un revers important pour les perspectives de développement des pays à faible revenu, mais que même après la dissipation de la crise immédiate du COVID-19, le ralentissement de l'expansion du commerce mondial et une tendance générale à la délocalisation des chaînes d'approvisionnement pourraient empêcher ces pays de profiter pleinement des avantages de la division mondiale du travail, ce qui suscite des préoccupations d'un autre ordre : une analyse des secteurs manufacturiers de l'Éthiopie et de la Tanzanie révèle une dichotomie entre les grandes entreprises qui affichent des performances de productivité supérieures mais ne développent pas beaucoup l'emploi, et les petites entreprises qui absorbent l'emploi mais ne connaissent pas une grande croissance de la productivité, alors qu'en général, le développement économique se produit lorsque les parties productives dynamiques de l'économie absorbent les ressources du reste. En revanche, ils soulignent le choix auquel les fabricants africains semblent être confrontés, à savoir accroître la productivité ou augmenter l'emploi, et doutent que ce schéma puisse s'expliquer (uniquement) par des distorsions du prix des facteurs ou d'autres lacunes institutionnelles spécifiques au contexte africain. Leur interprétation est que les technologies disponibles sur les marchés mondiaux limitent l'éventail des techniques de production pouvant être utilisées par les entreprises : à mesure que l'intensité en capital (et en compétences) de la technologie mondiale a augmenté, l'écart avec les dotations en facteurs des pays à faible revenu s'est creusé. Pour devenir plus productif, il faut adopter des technologies avec des combinaisons de facteurs de production qui s'écartent de plus en plus de l'abondance des facteurs des pays africains.

Diao et al. (2021) ont constaté que l'Éthiopie et la Tanzanie, pays sur lesquels portent leurs recherches, ont perdu leur avantage comparatif dans les produits manufacturés traditionnellement à forte intensité de main-d'œuvre en raison d'une réduction tendancielle de leur intensité de main-d'œuvre, ce qui implique une perte des gains du commerce et un abaissement du plafond de l'industrialisation, limitant la capacité du secteur manufacturier à absorber la main-d'œuvre de manière productive. Ils ne prétendent pas que l'industrie manufacturière ne peut pas jouer un rôle

important dans le développement de ces pays : la croissance de la productivité dans les grandes entreprises manufacturières de Tanzanie et d'Éthiopie a été impressionnante et pourrait créer des emplois indirectement. Par exemple, alors que la fabrication de produits alimentaires est à forte intensité de capital, l'agriculture des petits exploitants est à forte intensité de main-d'œuvre. Les programmes de formation des travailleurs associés aux stratégies d'industrialisation pourraient également renforcer les capacités des petites entreprises. Et les capacités de gestion et de logistique des grandes entreprises manufacturières pourraient être transférées à d'autres activités par le biais de la rotation des travailleurs ou de réseaux informels (Abebe et al., 2018).

À la recherche de secteurs productifs

Newfarmer et al. (2018) constatent que, la main-d'œuvre en Afrique a commencé à passer de l'agriculture à des emplois plus productifs après 2000, mais que 80 % des travailleurs sont passés dans le commerce de détail et la distribution (de Vries et al., 2013), et non dans l'industrie. Se référant à Rodrik et al. (2019), ils suggèrent que, contrairement à l'Asie de l'Est, où tant le changement structurel que la croissance de la productivité du travail au sein du secteur ont fortement contribué à la croissance globale, le changement structurel dans les pays africains peut être principalement tiré du côté de la demande par des transferts externes ou une augmentation des revenus agricoles. Lorsque les revenus augmentent, la demande augmente pour une série de "produits urbains", y compris des produits manufacturés et des services simples. Dans ces circonstances, la productivité du travail dans le secteur moderne peut diminuer, car les entreprises moins productives sont attirées par la production pour le marché intérieur. Une autre différence qui distingue l'Afrique du modèle de transformation structurelle de l'Asie, selon Newfarmer et al. (2018), porte sur les données démographiques sous-jacentes. Entre 2000 et 2016, la population active a augmenté de 0,8 % en Asie de l'Est et de 1,6 % en Asie du Sud - alors qu'en Afrique subsaharienne (ASS), elle a augmenté bien plus rapidement, à raison de 2,9 % par an. L'âge médian en Afrique est de 18 ans, soit sept ans de moins qu'en Asie du Sud (Fox et al., 2017). Les emplois créés dans les activités non agricoles étant insuffisants pour absorber ces taux de croissance de la population active, les travailleurs n'avaient d'autre choix que de rester sur la terre ou de chercher un emploi informel. Les auteurs soulignent que la pression démographique croissante sur les terres pèse lourdement sur la productivité du travail dans l'agriculture, et que même des salaires légèrement plus élevés en dehors de l'exploitation sont susceptibles de suffire à inciter les jeunes travailleurs à se déplacer.

Si le modèle de fabrication de masse axé sur les exportations utilisées avec beaucoup de succès en Asie au cours des 50 dernières années représente une voie potentielle pour l'Afrique vers la transformation structurelle et la croissance de l'emploi, Newfarmer et al. (2018) craignent que les changements dans la technologie de fabrication et sur le marché mondial des produits manufacturés ne posent de nouveaux défis : en moyenne, les pays de tous les niveaux de revenu ont maintenant

une part de fabrication plus faible qu'auparavant, et ils atteignent leur pic d'emploi et de part de valeur ajoutée à un revenu plus faible que dans les décennies précédentes (Rodrik, 2016). Alors que l'Afrique entre dans sa prochaine phase de développement, elle est confrontée à une économie mondiale sensiblement différente de celle des précédents "retardataires de l'industrialisation". Ces tendances laissent un espace plus limité à l'industrialisation créatrice d'emplois. Parallèlement, les changements dans l'économie mondiale peuvent créer une opportunité pour une voie différente de transformation structurelle. Newfarmer et al. (2018) suggèrent quatre tendances mondiales présentant de nouvelles opportunités pour l'Afrique :

- Une révolution dans le commerce des services,
- L'évolution marquée vers la « servicification » de la production manufacturière,
- L'essor des chaînes de valeur mondiales, et
- Des évolutions majeures sur les marchés technologiques pourraient permettre à l'Afrique de passer aux technologies transformatrices.

Dans chacun de ces quatre domaines, les progrès technologiques majeurs et les réductions rapides des coûts créent de nouvelles opportunités pour l'Afrique.

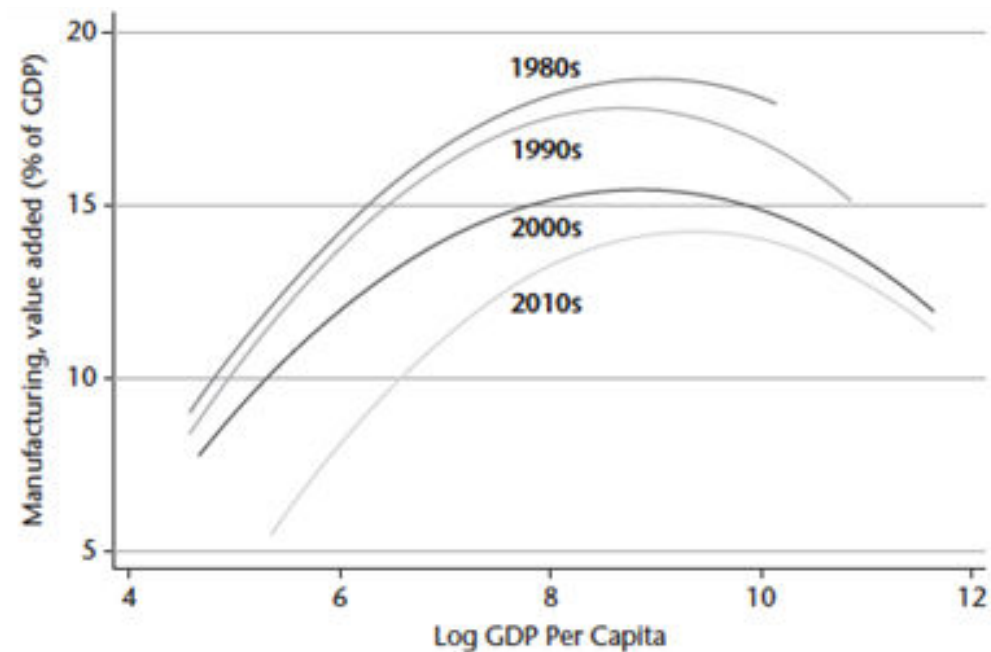
Une révolution mondiale des services

Newfarmer et al. (2018) rappellent que les économistes ont traditionnellement considéré les services comme la quintessence de l'activité " non échangée ". Cela signifie que le commerce des services dépendait du déplacement physique des prestataires de services ou des clients vers le lieu où le service devait être fourni. Comme l'affirme Hoekman (2018), la nécessité d'un tel déplacement a diminué en raison des changements technologiques qui permettent à de nombreux services d'être numérisés et fournis au-delà des frontières grâce aux réseaux de TIC : depuis les années 1980, le commerce mondial des services a augmenté plus rapidement que le commerce des marchandises. Les exportations de services modernes (services informatiques et d'information, services financiers, services commerciaux et communication) connaissent également une croissance beaucoup plus rapide que les exportations de services traditionnels tels que les voyages, le tourisme et les transports. Si l'Afrique subsaharienne (ASS) est à la traîne des autres régions en développement pour ce qui est de la croissance des exportations de services, Newfarmer et al. (2018) constatent que ces dernières ont néanmoins augmenté d'environ 10 % par an entre 1998 et 2015, soit plus de six fois plus vite que les exportations de marchandises. Comme les exportations de services représentent environ 11 % des exportations totales du pays moyen d'ASS, ils voient un potentiel d'expansion, bien que les niveaux varient considérablement d'un pays à l'autre.

La "servicification" de la production manufacturière

Hoekman (2018) affirme qu'une grande partie de l'industrie manufacturière subit un processus de servicification, impliquant une concentration sur la fourniture (vente) des services qui sont générés par les produits, par opposition à la simple fabrication et vente de biens tangibles. La distinction entre le secteur manufacturier et le secteur des services perd rapidement de sa significativité. En même temps, les entreprises du secteur des services sont devenues plus grandes et fournissent une gamme de services spécialisés, par exemple des travaux de conception technique, des services juridiques et des services de comptabilité. Ces changements dans les limites de la fabrication sont en partie responsables de la "désindustrialisation prématurée" (figure 2).

Figure 2 : La part de l'industrie manufacturière dans le PIB diminue en moyenne sur les quatre décennies.



Source : Figure 1.2 dans Newfarmer et al. (2018).

Newfarmer et al. (2018) notent que, dans de nombreuses activités manufacturières et de services, un processus de production peut être décomposé en une série d'étapes ou de tâches : les fortes baisses des coûts de transport et de communication ont permis aux entreprises de délocaliser certaines tâches dans des pays à bas salaires du monde entier. L'essor des chaînes de valeur mondiales a contribué à la réduction du rôle de la fabrication. Ils suivent Baldwin et al. (2014) qui affirment que l'externalisation et la délocalisation de la production vers des pays à bas salaires ont entraîné une diminution de la part de la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière par

rapport aux tâches basées sur les services, telles que le travail de conception, la RD et le marketing, souvent associées aux entreprises principales, et que les chaînes de valeur mondiales sont également importantes en dehors de l'industrie manufacturière : le transport de fruits, de légumes et de fleurs frais sur de longues distances est devenu possible grâce au développement de "chaînes du froid" reliant les points de production et de consommation.

Nouvelles technologies perturbatrices ?

Le quatrième changement dans l'environnement mondial est que le rythme de l'innovation et de la diffusion technologiques s'accélère-créant de vastes opportunités de sauter et, dans certains cas, de saisir les avantages du premier arrivant. Murray (2018) signale des grappes de technologies qui offrent une gamme d'applications nouvelles et sans précédent en Afrique et affirme que certaines d'entre elles ont le potentiel de surmonter la distance grâce au commerce électronique, à l'argent mobile, à l'externalisation des processus commerciaux (BPO) et à la réduction des coûts de transport (par exemple les drones). En fin de compte, l'Afrique a de nombreuses possibilités d'adapter les technologies nouvellement créées (par exemple, l'argent mobile et le transport par drone) à sa propre situation, de développer et d'étendre les technologies qui font un usage intensif des ressources dont dispose l'Afrique (énergie solaire) et de les utiliser pour créer des sources nouvelles et imprévues d'avantages concurrentiels.

Secteurs bénéficiant des quatre grands changements mondiaux

Newfarmer et al. (2018) font observer trois grands secteurs en Afrique qu'ils qualifient « d'industries sans cheminées », « qui ont surtout bénéficié des changements mondiaux décrits ci-dessus » :

- Les chaînes de valeur agro-industrielles et horticoles ;
- Le tourisme ; et
- Les services commerciaux et d'affaires (y compris les services basés sur l'information et les communications (TIC) et le transport et la logistique.).

Ils ont constaté que ces activités font partie des secteurs de l'économie mondiale qui connaissent la croissance la plus rapide, et qu'elles sont de plus en plus importantes dans un grand nombre de pays africains. Ils posent la question de savoir si ces industries sans cheminée peuvent jouer le rôle de transformation structurelle historiquement joué par l'industrie manufacturière, et la réponse

dépend des caractéristiques de l'industrie manufacturière existante et des nouvelles activités : dans les cas où le secteur manufacturier affiche une faible croissance de l'emploi ou de la productivité, alors que la productivité et l'emploi dans les services ou l'agro-industrie sont en hausse, ces secteurs peuvent très bien être à l'origine de changements structurels favorables à la croissance.

Les études de cas de Newfarmer et al. (2018) suggèrent qu'une définition plus large du " secteur moderne " à plus forte productivité est nécessaire pour réfléchir à la transformation structurelle en Afrique. Les services modernes et échangeables, tels que les services basés sur les TIC, le tourisme et le transport et la logistique, ont le potentiel d'une forte évolution de la productivité au sein du secteur et contribuent à augmenter la productivité dans d'autres secteurs de l'économie. La production agro-industrielle et l'horticulture offrent un potentiel de croissance de la productivité et des exportations. Certaines de ces industries ont la capacité d'absorber une grande partie de la main-d'œuvre urbaine croissante de l'Afrique. Newfarmer et al. (2018) voient donc une possibilité que les industries sans cheminée offrent le potentiel d'une voie nouvelle - ou du moins complémentaire - vers la transformation structurelle. Mais ils affirment également qu'il est important de ne pas négliger le secteur manufacturier, qui a connu ces dernières années une croissance de plus de 7 % par an dans plusieurs pays africains. Aujourd'hui, de nombreux pays intègrent des stratégies de développement industriel utilisant divers instruments politiques dans leurs principaux efforts de développement.

5. Les politiques de l'emploi des jeunes dans le contexte des évolutions et des défis mondiaux

Fox et Gandhi (2021) notent qu'un fait stylisé du développement aujourd'hui est que, jusqu'à ce que les pays atteignent au moins le statut de pays à revenu moyen supérieur, la majorité des emplois s'y trouvent dans les petites exploitations agricoles et entreprises familiales ; l'Afrique subsaharienne ne fait pas exception à la règle et, par conséquent, un défi clé en matière d'emploi pour les décideurs politiques est de savoir comment augmenter les revenus dans le secteur informel tout en s'efforçant de créer les conditions dans l'économie formelle pour permettre à la part d'emploi dans le secteur informel de diminuer. Les auteurs constatent que les jeunes qui entrent sur le marché du travail à la recherche d'un emploi sont confrontés à un ensemble de choix contraignants. Ces contraintes comprennent le niveau de développement et de transformation économique - qui crée de meilleures opportunités d'emploi pour tous - et le taux de croissance de la population active - qui limite la part des jeunes pouvant bénéficier de ces opportunités ; lorsque les pays parviennent à une croissance et une transformation économiques équilibrées, de meilleures opportunités d'emploi suivent. Les résultats de l'ASS sont semblables à ceux des pays en développement d'autres régions : après avoir contrôlé le niveau de revenu, les pays de l'ASS ne sont généralement pas en retard par rapport au reste du monde. Fox et Gandhi (2021) ont constaté que les pays à revenu intermédiaire inférieur (PRITI) d'Afrique subsaharienne ont plus d'emplois salariés, moins de sous-emploi et moins d'emplois dans l'agriculture (un secteur caractérisé par le sous-emploi, les faibles revenus et le risque de revenu). Le chômage des jeunes est une exception, car il est plus élevé dans les PFR-PRI de l'ASS que dans les pays à faible revenu (PFR). Mais, une fois encore, ce résultat de l'ASS est conforme à l'expérience internationale, car le chômage des jeunes tend à augmenter avec le niveau de revenu d'un pays jusqu'à ce que celui-ci atteigne le statut de pays à revenu élevé. Les résultats en matière d'emploi ont tendance à être plus mauvais dans les pays riches en ressources des PRFM, car l'amélioration des revenus n'est pas bien corrélée aux résultats en matière de développement, que ce soit sur le marché du travail ou en dehors de celui-ci. Fox et Gandhi (2021) soulignent que les jeunes femmes d'Afrique subsaharienne sont confrontées à plusieurs obstacles sexospécifiques qui les empêchent d'obtenir de meilleurs résultats en matière d'emploi : trop de jeunes femmes sont mariées et ont des enfants avant l'âge de 18 ans, ce qui limite leur niveau d'éducation et le développement de leurs compétences socio-émotionnelles, et entraîne une détérioration de leur état de santé

pendant la grossesse. En outre, au niveau macroéconomique, les grossesses précoces contribuent à une fécondité plus élevée. Une fois que les femmes sont entrées dans la vie active, une série de facteurs sociaux entravent leur capacité à gagner un revenu, notamment le manque d'accès sécurisé à la terre et à d'autres actifs, au crédit, ainsi que la ségrégation professionnelle et les normes de harcèlement sur le lieu de travail qui empêchent l'égalité de rémunération.

Fox et Gandhi (2021) soutiennent que l'agenda de la politique de l'emploi en ASS est avant tout un agenda de transformation économique, comprenant l'augmentation de la productivité intra-sectorielle dans les secteurs à faible productivité comme l'agriculture et l'expansion de la production et de l'emploi dans les secteurs à plus forte productivité. Soutenir l'entrée et la croissance des entreprises - qui sont toutes deux faibles à l'heure actuelle - devrait être une priorité. Ces changements élargiront les choix d'opportunités économiques pour les jeunes. Toutefois, ils ajoutent que même avec les meilleures politiques économiques, en raison de la forte croissance de la main-d'œuvre, l'informel sera normal pendant plusieurs décennies en ASS. L'agenda de l'emploi en ASS dans les PFR et les PRFM doit s'attaquer aux problèmes de productivité dans ce secteur, tant dans les exploitations agricoles que dans les zones urbaines. L'amélioration de l'accès aux services numériques a démontré sa valeur et devrait être une priorité absolue, principalement par le biais d'investissements et de politiques visant à réduire les coûts des services TIC.

Ils affirment également que l'agenda de la politique de l'emploi devrait également inclure la résolution des problèmes à moyen et long terme, notamment les mauvais résultats d'apprentissage des PFR et des PRFM de l'ASS, qui limitent la contribution de l'éducation aux revenus et à la transformation économique. La fécondité obstinément élevée de l'Afrique subsaharienne constitue un autre défi pour ces pays. Ces deux défis sont liés : la lenteur prévue de la baisse de la fécondité fera que la croissance de la population active se poursuivra à un niveau élevé, ce qui tend à réduire la transformation de l'emploi. Mais elle limitera également la capacité d'amélioration des résultats scolaires, étant donné la nécessité d'une croissance constante des unités de service pour servir une population croissante d'enfants.

6. Conclusions et recommandations politiques

Les deux études regroupées dans ce document soulignent toutes deux la nécessité d'une approche sectorielle bien conçue dans la transformation structurelle de l'Afrique pour générer le plein emploi et l'emploi productif, en particulier pour les jeunes. Bien qu'un secteur industriel en soi puisse ne pas être à forte intensité de main-d'œuvre, la demande intersectorielle, ou la création de valeur ajoutée dans ce secteur, peut stimuler la croissance dans un autre secteur à plus forte intensité de main-d'œuvre, ce qui entraîne une augmentation de l'emploi total. Les liens intersectoriels sont donc importants pour suivre les effets globaux sur l'emploi de tout secteur en expansion.

Te Velde (2021) propose un cadre politique en 4 étapes pour créer des emplois pour les jeunes hommes et femmes : 1) identifier les secteurs et activités prometteurs à fort potentiel de croissance et d'emploi (des jeunes) ; 2) identifier les contraintes économiques et politiques au développement des secteurs clés pertinents pour l'emploi des jeunes ; 3) identifier les politiques générales favorables et ciblées pour l'emploi des jeunes ; et 4) comprendre l'économie politique autour des actions immédiates pour soutenir l'emploi des jeunes. Bien entendu, ces propositions politiques, discutées dans le présent document, doivent être adaptées au contexte de chaque pays.⁵

Une question importante est de savoir si les tendances mondiales actuelles pourraient jeter quelques doutes sur le fait qu'en Afrique, une dépendance exclusive à l'égard des secteurs industriels reste une voie de transformation structurelle qui a été suivie principalement par les pays en développement antérieurs. Newfarmer et al. (2018) identifient quatre tendances mondiales présentant de nouvelles opportunités pour l'Afrique : 1) une révolution dans le commerce des services, 2) un changement marqué vers la "servicification" de la production manufacturière, 3) la montée en puissance des chaînes de valeur mondiales et 4) des développements majeurs sur les marchés technologiques qui pourraient permettre à l'Afrique de sauter le pas vers les technologies transformatrices. Ils mettent en évidence trois ensembles d'industries pertinentes pour la transformation structurelle et la création d'emplois en Afrique : a) les chaînes de valeur agro-industrielles et horticoles, b) le tourisme ; et c) les services aux entreprises et au commerce (y compris les services basés sur l'information et les communications (TIC) et le transport et la logistique), mais ils font toutefois valoir qu'il est important de ne pas négliger le secteur manufacturier qui, ces dernières années, a connu une croissance de plus de 7% par an dans plusieurs pays africains et qui peut,

avec un ensemble cohérent de politiques multisectorielles, rester une force dans le processus de transition de l'Afrique.

La nécessité d'une approche sectorielle plus intégrée est également soulignée par Diao et al. (2021) qui ont observé en Éthiopie et en Tanzanie une dichotomie entre les grandes entreprises manufacturières qui affichent des performances de productivité supérieures mais ne développent pas beaucoup l'emploi (en raison des technologies disponibles sur les marchés mondiaux qui limitent la gamme des techniques de production pouvant être utilisées en Afrique) et les petites entreprises qui absorbent l'emploi mais ne connaissent pas une grande croissance de la productivité. Toutefois, ils affirment que cette observation ne doit pas conduire à une politique négligeant le secteur industriel, car la croissance de la productivité dans les grandes entreprises manufacturières a été impressionnante et a créé des emplois indirectement. Une conclusion qui découle également du document-cadre de Mendez-Parra (n.d.) et de l'analyse par pays dans plusieurs des études de cas du projet.⁶

Fox et Gandhi (2011) constatent que, moyennant des incitations appropriées, l'IDE et l'investissement intérieur peuvent créer des entreprises modernes créatrices d'emplois, mais qu'en raison de la croissance encore élevée de la population active en Afrique, " l'informel sera normal " pendant un certain temps. Un programme pour l'emploi doit donc également s'attaquer aux problèmes de productivité dans ce secteur, tant dans les exploitations agricoles qu'en dehors et dans les zones urbaines. L'amélioration de l'accès aux services numériques a démontré sa valeur et devrait être une priorité absolue. Pour la plus grande partie, cela signifie des investissements et des politiques visant à réduire les coûts des services. Selon Fox et Gandhi (2021), d'autres facteurs continuent de freiner l'emploi des jeunes en Afrique, notamment : la fragilité et les conflits (qui freinent la croissance économique, réduisent les investissements publics et entravent le développement du capital humain) ; la mauvaise gouvernance économique dans les économies riches en ressources ; une fécondité élevée (qui entrave le développement du capital humain, pousse les jeunes et les adultes vers le secteur informel et, en raison des naissances précoces, influe négativement sur les perspectives économiques des femmes) ; et les lois et normes (qui autorisent ou encouragent les mariages précoces et réduisent les opportunités économiques pour les femmes). Enfin, plusieurs pays africains entrent ou sont entrés récemment dans le club des pays riches en ressources (où 50 % de leurs exportations sont constituées de minéraux). Ces pays doivent veiller à éviter la malédiction minérale, avec ses effets négatifs sur la croissance économique et les secteurs commercialisables non miniers, car les répercussions négatives sur l'emploi des jeunes pourraient être graves.

Bien que cela dépasse le cadre de cet article, deux observations finales s'imposent : Premièrement, la probabilité que les industries nouvellement créées en Afrique créent, certainement lorsqu'elles sont bien gérées comme en Éthiopie, une valeur ajoutée supplémentaire mais moins d'emplois que prévu, fait peser un autre fardeau sur les décideurs africains, à savoir comment s'assurer que la valeur ajoutée supplémentaire créée dans le secteur industriel en croissance trouve son chemin pour stimuler des activités à plus forte intensité de main-d'œuvre, et ainsi fournir de nouveaux emplois

aux jeunes qui entrent sur le marché du travail (van der Hoeven, 2019). Étant donné que les inégalités de revenus en Afrique restent élevées (figure 3), une plus grande importance accordée aux politiques de redistribution entraînera des impulsions de la demande pour un chemin de croissance plus vertueux et la création d'emplois pour les jeunes, comme cela s'est produit dans les pays d'Asie de l'Est qui se sont transformés plus tôt (van der Hoeven, 2010).

Figure 3 : Part du revenu national des 10 % les plus élevés, régions en développement



Deuxièmement, de nombreux pays d'Afrique ont été sévèrement touchés par l'apparition de la pandémie de COVID-19, avec de graves conséquences sur l'emploi, en particulier pour les jeunes et les femmes. Cela a démontré, une fois de plus, que le système fiscal et financier international (SFFI) actuel n'est pas adapté et qu'il a échoué, en particulier pour les pays les moins développés d'Afrique. Une révision de ce système est donc nécessaire et urgente (van der Hoeven & Vos, 2022) pour une véritable transformation de l'Afrique, comme le suggère Lopez (2019).

Remarques

1. Cette section s'inspire de l'OIT (2020).
2. « La qualité des emplois créés est faible. Les pays africains ont réussi à absorber le volume de jeunes migrant des zones rurales en créant des emplois à faible productivité et à faible rémunération dans le secteur traditionnel des services dans leurs villes. Le développement de secteurs clés ayant un potentiel de croissance de la productivité (transformation sectorielle) et le changement structurel sont essentiels pour le processus de transformation économique, et donc pour l'augmentation des emplois et des revenus, y compris pour les jeunes », Te Velde (2021).
3. « COVID-19 a eu des répercussions sur les structures économiques et les préférences des consommateurs, les processus de production et les pratiques commerciales. La crise a accéléré des tendances antérieures (par exemple, le commerce électronique) et a conduit à de nouveaux modèles de demande et de production (par exemple, davantage de travail à domicile). La chute spectaculaire de la demande mondiale de vêtements et de voyages, pour ne citer que quelques-unes des manifestations de la crise, pourrait nécessiter un recalibrage des stratégies de transformation et de développement économiques », Te Velde (2021).
4. Par exemple, l'agro-transformation et les services financiers, qui sont tous deux à forte intensité de capital, mais qui ont également de solides liens en amont et en aval avec les secteurs créateurs d'emplois.
5. Des détails plus précis sur les politiques de l'Égypte, de l'Éthiopie, du Nigeria, du Mali, du Sénégal, de la Tunisie, du Kenya, du Mozambique et de l'Ouganda figurent dans les documents de synthèse des études de cas des pays du CREA présentés lors du Forum politique régional du CREA le 28 mars 2022 : 1. Secteurs potentiels pour une plus grande génération d'emplois dans la région MENA : le cas de la Tunisie et de l'Égypte par le professeur Chahir zaki, Université du Caire et Forum de recherche économique ; 2. Travail et revenu pour les jeunes hommes et femmes en Afrique : Similarités et différences dans les secteurs et sous-secteurs d'emploi potentiels dans les économies africaines par Dr. John Mutenyo, Université de Makerere ; et 3. Secteurs de croissance, jeunesse et emploi : Défis et perspectives d'avenir par le Dr Jacob Omolo, Université Kenyatta.
6. Voir la note de bas de page 5.

Références

- Abebe, G., M.S. McMillan and M. Serafinelli. 2018. “Foreign direct investment and knowledge diffusion in poor locations: Evidence from Ethiopia”. NBER Working Paper No. 24461. National Bureau of Economic Research, Washington, D.C.
- Balchin, N., D. Booth and D.W. te Velde. 2019. *How Economic Transformation Happens at the Sector Level: Evidence from Africa and Asia*. London: Overseas Development Institute (ODI).
- Baldwin, R., T. Ito and H. Sato. 2014. ‘Portrait of a Factory: Production Network in Asia and its Implication for Growth—The “Smile Curve’’. Joint Research Programme Series No. 159. Institute of Developing Economies, Japan External Trade Organization (IDE-JETRO), Chiba.
- Dabla-Norris, E., S. Guo, V. Haksar, M. Kim, K. Kochar, K. Wiseman and A. Zdzienicka. 2015. *The New Normal: A Sector-Level Perspective on Productivity Trends in Advanced Economies*. IMF Staff Discussion Note. International Monetary Fund, Washington, D.C., March.
- de Vries, G.J., M.P. Timmer and K. de Vries. 2013. *Structural Transformation in Africa: Static Gains, Dynamic Losses*. GGDC Research Memorandum No. 136. Groningen Growth and Development Centre, University of Groningen.
- Diao, X., M. Ellis, M.S. McMillan and D. Rodrik. 2021. “Africa's manufacturing puzzle: Evidence from Tanzanian and Ethiopian firms”. NBER Working Paper No. 28344. National Bureau of Economic Research, Washington, D.C.
- Filmer, D. and L. Fox. 2014. *Youth Employment in Sub-Saharan Africa*. Washington, D.C.: Agence Française de Développement and The World Bank.
- Fox, L., P. Mader, J. Sumberg, J. Flynn and M. Oosterom. 2020. “Africa's 'youth employment' crisis actually a 'missing jobs' crisis”. Brooke Shearer Paper, Brookings, Washington, D.C.
- Fox, L., T. Alun and C. Haines. 2017. *Structural Transformation in Employment and Productivity: What Can Africa Hope for?* Washington, D.C.: Africa Department, International Monetary Fund.
- Fox, L. and D. Gandhi. 2021. “Youth employment in sub-Saharan Africa, progress and prospect”. Africa Growth Initiative Working Paper No. 28. Brookings, Washington, D.C.
- Hoekman, B. 2018. “Trade in services: Opening markets to create opportunities”. In R. Newfarmer, J. Page and F. Tarp, eds, *Industries without Smokestacks: Industrialization in Africa Reconsidered*. Oxford: Oxford University Press.
- International Labour Organization (ILO). 2020. *Report on Employment in Africa (Re-Africa) Tackling the Youth Employment Challenge*. Geneva: International Labour Organization.
- Jouanjean, M.A and D.W. te Velde. 2013. *The Role of Development Finance Institutions in Promoting Jobs and Structural Transformation: A Quantitative Assessment*. ODI Working and Discussion Papers. London: Overseas Development Institute.

- Kilimani, N. 2017. "Youth employment in developing economies: Evidence on policies and interventions". In IDS (2017), 'Africa's youth employment challenge: New perspectives'. *IDS Bulletin*, 48(3). <https://doi.org/10.19088/1968-2017.121>
- Lopes, C. 2019. *Africa in Transformation, Economic Development in the Age of Doubt*. Springer. At <https://doi.org/10.1007/978-3-030-01291-5>
- McMillan, M. and R. Rodrik. 2011. Globalization, Structural Change and Productivity Growth. https://www.nber.org/system/files/working_papers/w17143/w17143.pdf
- McMillan, M., Page, J., Booth, D. and te Velde, D.W. (2017a) 'Supporting economic transformation: an approach paper'. London: ODI, SET
- Mendez-Parra, M. (n.d.). "Using output and labour multipliers to target incentives for fast economic recovery: The cases of Ethiopia and Kenya". Draft Mimeo. INCLUDE-AERC-ODI Framework Paper. African Economic Research Consortium, Nairobi.
- Murray, S. 2018. "New technologies create opportunities". In R. Newfarmer, J. Page and F. Tarp, eds, *Industries without Smokestacks: Industrialization in Africa Reconsidered*, Chapter 2. Oxford: Oxford University Press.
- Newfarmer, R., J. Page and F. Tarp, (eds.). 2018. *Industries without Smokestacks Industrialization in Africa Reconsidered*, Oxford: Oxford University Press.
- Rodrik, D. 2013. "Unconditional convergence in manufacturing". *Quarterly Journal of Economics*, 121(1): 165–204.
- Rodrik, D. 2016. "Premature deindustrialization". *Journal of Economic Growth*, 21(1): 1–33.
- Rodrik, D., X. Diao and M. McMillan. 2019. "The recent growth boom in developing economies: A structural-change perspective". In *The Palgrave Handbook of Development Economics*. London: Palgrave Macmillan.
- Saliola, F. and M. Seker. 2011. *Total Factor Productivity Across the Developing World*. Research Note. The World Bank, Washington, D.C.
- te Velde, D.W., D. Booth, D. Leipziger and E. Uneze. 2015. *Supporting Economic Transformation in Nigeria*. Supporting Economic Transformation Programme. London: Overseas Development Institute.
- te Velde, D. 2021. "Supporting jobs for young women and men in Africa: A framework for country-level analysis". Second progress draft. Mimeo, INCLUDE-AERC-ODI Framework Paper. African Economic Research Consortium, Nairobi.
- van der Hoeven, R. 2010. "Income inequality and employment revisited: Can one make sense of economic policy?". *Journal of Human Development and Capabilities*, 11(1). P.67–84.
- van der Hoeven, R. 2019. "Income inequality in developing countries: Past and present". In M. Nissanke & J.A. Ocampo, eds., *The Palgrave Handbook of Development Economics*, Chapter 10. <https://doi.org/10.1007/978-3-030-14000-7>
- van der Hoeven, R. and R. Vos. 2022. "Reforming the international financial and fiscal system for better COVID-19 and post-pandemic crisis responsiveness". Chapter 2 In E. Papyrakis, ed., *COVID19 and International Development*, Chapter 2. Springer.



Mission

Renforcer les capacités des chercheurs locaux pour qu'ils soient en mesure de mener des recherches indépendantes et rigoureuses sur les problèmes auxquels est confrontée la gestion des économies d'Afrique subsaharienne. Cette mission repose sur deux prémisses fondamentales.

Le développement est plus susceptible de se produire quand il y a une gestion saine et soutenue de l'économie.

Une telle gestion est plus susceptible de se réaliser lorsqu'il existe une équipe active d'économistes experts basés sur place pour mener des recherches pertinentes pour les politiques.

www.aercafrica.org/fr

Pour en savoir plus :



www.facebook.com/aercafrica



www.instagram.com/aercafrica_official/



twitter.com/aercafrica



www.linkedin.com/school/aercafrica/

Contactez-nous :

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique
African Economic Research Consortium

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique
Middle East Bank Towers,

3rd Floor, Jakaya Kikwete Road

Nairobi 00200, Kenya

Tel: +254 (0) 20 273 4150

communications@ercafrica.org